

L'ESPOIR DE PROGRÈS SOCIAL NÉ DES URNES DOIT SE CONCRÉTISER SANS ATTENDRE : PRESSION POPULAIRE DÈS LE 18 JUILLET, ET MOBILISATIONS À LA RENTRÉE.



Les résultats de l'élection législative de dimanche soir sont doublement positifs pour le camp des travailleurs : en éloignant le RN du pouvoir et en faisant renaître l'espoir d'une politique de progrès social.

Les syndicats de notre fédération, comme dans toute la CGT ont grandement contribué à ce résultat qui démontre combien l'action collective est une force qui peut inverser le cours de l'histoire

Si le RN est éloigné de la majorité absolue en revanche il poursuit son ascension exponentielle sous l'ère Macron passant de 7 à 143 députés. C'est donc un sursis et en responsabilité nous devons en avoir conscience.

L'espoir qui renaît grâce à l'arrivée en tête du NFP aux élections ne peut être bafoué par des stratégies d'appareil et un pouvoir qui voudrait se maintenir sans majorité afin de continuer à mener une politique antisociale. Il est urgent qu'un premier ministre issu de la majorité soit nommé. Le refus de Macron de se tourner vers le NFP, première force politique sortie des urnes, s'éclaire par sa faible conviction démocratique. Toute autre proposition relève d'une négation des élections : position hautement délétère et provocatrice.

Notre fédération appelle donc les syndicats de la CGT à ne rien lâcher et au contraire à maintenir la pression afin que la démocratie ne soit pas foulée et que cet espoir de progrès se concrétise dans la mise en place du programme du NFP, blocage des prix, abrogation des différentes réformes : retraite, assurance chômage, ...

La FNPOS CGT prendra toute sa place afin que ce programme soit enrichi de ses revendications et en particulier du 100% sécu.

Ne nous faisons pas voler cette victoire, promesse de jours meilleurs et mettons tout en œuvre afin d'imposer le choix du peuple.

La FNPOS CGT appelle tous ses syndicats à rester mobilisés cet été afin de préparer une rentrée sociale à la hauteur des attentes des travailleurs.

En attendant la CGT appelle à faire pression populaire le 18 juillet devant l'Assemblée Nationale ou bien devant les préfectures partout où les rassemblements seront organisés.